

### Article 31 du Règlement

circonscription, a subi les mises à pied suivantes: Amoco Fabrics, 24; Fib Pak, 22; Fiberworld, 80; Canadian Plastic, 23; Astro, 29; IKO, 15, Montebello Metal, 11; Duplate, 20; LPC Paper, 10, pour un total de 234 mises à pied dans une ville de 10 000 personnes.

Monsieur le Président, en plus de cela il y a plusieurs autres coupures sévères dans les programmes à frais partagés. Je demande donc au gouvernement d'en face de fournir une aide immédiate pour l'économie de Gleggarry—Prescott—Russell et pour tout l'Est de l'Ontario.

\* \* \*

### L'HABITATION

**M. Jacques Vien (Laurentides):** Monsieur le Président, j'ai eu l'honneur de visiter cette semaine un chantier de construction à Saint-Jérôme, au nom de l'honorable Alan Redway, ministre d'État (Habitation). Il s'agit de la construction de 63 logements, destinés aux personnes seules et aux aînés, qui est réalisée grâce au Programme de logements sans but lucratif public. Ces logements permettront de répondre aux besoins identifiés par la Société canadienne d'hypothèques et de logement et la Société d'habitation du Québec, dans le cadre de la planification conjointe de leurs interventions pour 1990.

Voilà, monsieur le Président, le résultat concret des politiques sur l'habitation instituées par notre gouvernement. Des politiques réalistes et dynamiques qui procurent des logements à des régions et à des personnes qui en ont besoin.

\* \* \*

### L'INDUSTRIE LAITIÈRE

**M. Jean-Guy Guilbault (Drummond):** Monsieur le Président, à moins d'une semaine de la ronde ultime de l'*Uruguay round* dont les négociations constituent certainement l'initiative de libéralisation des échanges commerciaux la plus ambitieuse jamais prise depuis la création du GATT, en 1948, la Fédération des producteurs de lait du Québec nous a rencontrés ce matin pour nous faire part de leurs inquiétudes au sujet de la position du Canada sur le niveau d'accès global de la production nationale qui serait consenti pour les produits laitiers étrangers. Afin de sécuriser mes producteurs, monsieur le Président, je désire réitérer les propos du ministre d'État (Agriculture), à l'effet que la position canadienne est claire et demeure inchangée depuis le dépôt de notre offre, le 15 octobre dernier.

Le niveau maximum de l'accès minimal des importations auquel nous sommes prêts à consentir en vertu de l'article XI du GATT, paragraphe 2c, sera d'au plus 5 p. 100.

[Traduction]

### LE GOLFE PERSIQUE

**Mme Lynn Hunter (Saanich—les Îles-du-Golfe):** Monsieur le Président, la délégation parlementaire composée des députés de Burnaby—Kingsway, de Winnipeg—Sud-Centre et de Fundy—Royal qui est allée à Bagdad cette semaine a appris aujourd'hui qu'au moins cinq Canadiens seront autorisés à quitter l'Irak. En ce moment, les députés du Nouveau Parti démocratique veulent rendre hommage aux Canadiens qui souffrent et qui s'inquiètent pour leurs parents depuis plusieurs mois.

Bien que nous ayons raison de célébrer leur retour, la Chambre doit aussi exprimer son appui aux familles des Canadiens qui ne peuvent pas encore quitter l'Irak et le Koweït. Ces familles souffriront d'autant plus de l'absence des leurs qu'il est fort possible que ceux-ci ne soient pas à la maison pour la période des fêtes. Les vies de ces Canadiens et des soldats que nous avons envoyés dans le golfe Persique comptent parmi les nombreuses raisons pour lesquelles le gouvernement canadien doit s'engager à chercher une solution pacifique à la crise déclenchée par l'invasion et l'annexion illégales du Koweït par l'Irak.

\* \* \*

### LES IMPÔTS DES SOCIÉTÉS

**M. John R. Rodriguez (Nickel Belt):** Monsieur le Président, voici venu encore une fois le moment de décerner le titre de société parasite de la semaine. Voici nos trois candidates de la semaine: la première, Varity Corporation, qui a utilisé 200 millions de l'argent des contribuables canadiens pour tirer Massey Ferguson d'affaire et qui est ensuite vite partie s'établir à Buffalo, dans l'État de New York; la seconde, Consolidated Carma Corporation, qui a réalisé des bénéfices de 11,5 millions de dollars en 1989 sans payer d'impôt; et, enfin, MICC Investments, qui a réalisé en 1989 des bénéfices de 72,6 millions de dollars et reçu un crédit d'impôt de 29 millions des contribuables sans payer d'impôt, elle non plus.

L'enveloppe, s'il vous plaît. La gagnante est Varity Corporation. Un remerciement spécial pour ce titre va à Victor Rice, le président de Varity, qui a pris l'argent et s'est enfui. Après avoir reçu 200 millions en crédits d'impôt destinés à aider à sauver Massey Ferguson, M. Rice s'en est allé à Buffalo en laissant dans son sillage 5 000 travailleurs sans emploi. . .